

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

### Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

### L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

### Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 19 JUILLET 1874.

L'article qu'on va lire, bien qu'il ait été écrit pour la Belgique, peut trouver aussi son application en Suisse. Nous le recommandons entr'autres aux prétendus *libéraux* du Jura bernois, qui font tant de bruit à propos des élections. Il est tiré de l'*Ami du Peuple* de Liège :

« Il est amusant de voir comment les journaux, aussi bien libéraux que catholiques ou progressistes, crient, hurlent avant une élection quelconque. Par exemple, avant celle du 9 juin, les journaux stipendiés du catholicisme ne savaient comment faire comprendre au corps électoral que, s'il rendait la majorité aux libéraux, la Belgique serait livrée à l'anarchie la plus affreuse ; qu'il ne resterait pas debout une pierre d'un édifice religieux ; que les couvents ou les hospices dirigés par une petite sœur ou un gros jésuite quelconque seraient brûlés, saccagés, incendiés ; en un mot, que, non contents de détruire les monuments religieux, les libéraux assassinaient aussi ceux qui les habitaient. Les libéraux, de leur côté, hurlaient qu'il était temps que les électeurs intelligents se coalisassent, unissent toute leur énergie pour désarçonner les catholiques qui sont au pouvoir, si l'on ne voulait voir revenir les jours néfastes de la Ste-Inquisition, de la main-morte, etc. Il y avait même des organes libéraux qui voyaient déjà fonctionner les bûchers sur lesquels grillaient les personnes convaincues d'avoir des opinions libérales, d'être libres-penseurs, athées, etc., etc.

« Nous assistions à cette scène bien caractérisée de mendicité électorale, le sourire aux lèvres, le cœur rempli d'un sentiment bien fondé : que la bourgeoisie belge se détraque.

« Et voyez quelle inconséquence : les élections ont lieu, et le corps électoral est encore assez

bon pour donner la majorité aux catholiques ; nous cherchons partout le changement qui s'est opéré chez nous, et nous ne voyons que ce qui existait auparavant. La main-morte n'est pas rétablie, l'Inquisition ne fonctionne pas non plus, et je ne vois pas de libéraux, de libres-penseurs brûlés ni torturés. Les maisons sont toujours restées à la place qu'elles occupaient auparavant ; en un mot, tout marche très-bien... comme cela marcherait sous un gouvernement libéral.

« Pour nous, comme pour le peuple belge aussi, les libéraux et les catholiques ressemblent à deux chats qui convoitent et se disputent le morceau de viande qui se trouve dans la marmite ; l'un dit n'en vouloir qu'un petit morceau, et quand il s'y trouve, il ne bouge que quand il a tout consommé ; l'autre, plus franc, plus loyal, déclare nettement le vouloir en entier. Et tous deux le mangent quand même. Que peut faire à la brave cuisinière que ce soit l'un ou que ce soit l'autre qui le mange, puisqu'en somme elle en est toujours quitte d'une façon comme de l'autre ? Elle se dit : ce sont deux chats qui doivent disparaître.

« Nous trouvons, chez les libéraux comme chez les catholiques, une petite exception : c'est qu'ils s'entr'aident sur le terrain économique et politique. Ils savent que si l'un est tué, l'autre ne pourra guère subsister. Les doctrinaires (libéraux) ont besoin du curé et des bonnes petites sœurs pour crétiniser les masses, pour faire miroiter à leurs yeux que, s'ils veulent obtenir une récompense éternelle, il faut qu'ils obéissent passivement, sans mot dire, à toutes les turpitudes odieuses que ses maîtres lui commandent de faire. Le catholicisme, d'autre part, sait que son temps est passé et qu'il lui faut bien aussi tout l'appui moral (?) et matériel du doctrinarisme pour rester quelque temps encore sur la brèche. Et c'est là ce qui forme le grand parti conservateur, le parti exploiteur autrement dit.

« En somme, pour le peuple pensant, que ce soit l'un ou que ce soit l'autre qui gouverne, cela lui est parfaitement indifférent. Ce qui lui importe, c'est que la décomposition de la bourgeoisie s'achève le plus tôt possible. »

### Nouvelles de l'Extérieur.

#### Angleterre.

Les grèves des ouvriers anglais continuent dans différentes parties du pays; de nouvelles grèves viennent s'ajouter aux anciennes, et il n'y a jusqu'à présent aucune perspective d'arrangement amiable pour le conflit des ouvriers agricoles et des propriétaires, attendu que ces derniers voudraient abaisser encore du 10 au 30 pour cent les salaires déjà si bas. Les enquêtes statistiques qui ont été faites dans ces derniers temps sur les salaires, etc., ont donné de singuliers résultats, et les chiffres qu'elles ont mis au jour sont la démonstration de terribles vérités, de vérités qui doivent sonner lugubrement à l'oreille des économistes officiels. Ainsi, il a été démontré que depuis 1774, c'est-à-dire depuis un siècle, le salaire des journaliers agricoles s'est élevé en moyenne de 4 pour cent, tandis que les objets de première nécessité ont renchéri, dans la même période, de 50 à 60 pour cent et même davantage! Et quoique la science proclame hautement ces vérités, on cherche encore à rogner les salaires des ouvriers agricoles.

Les mineurs aussi soutiennent en ce moment une lutte sérieuse. Les ouvriers des houillères de Clackman, en Ecosse, ont déclaré dernièrement qu'ils suspendraient le travail si on ne leur accordait pas une augmentation de salaire. A Dudley, les délégués des houilleurs viennent de déclarer qu'ils préfèrent continuer la grève jusqu'à Noël, plutôt que d'accepter une réduction. Les mineurs de Barnley ont refusé d'accepter une diminution de salaire de 10 p. cent qu'on voulait leur imposer, et on s'attend à voir éclater dans ce district une grève à laquelle prendront part environ 20,000 ouvriers. Telles sont les harmonies économiques que nous offre la société moderne.

Nous lisons dans le *N. Social Demokrat* la notice suivante sur une manifestation des réfugiés de la Commune à Londres:

« Le 29 juin a eu lieu à Cleveland-Hall le banquet organisé par les réfugiés de Londres en l'honneur des communeux échappés de la Nouvelle-Calédonie. M. Ranvier, proposé par MM. Paschal Grousset, Gourde (?) et Thersez (Theisz ?) a pris la présidence. Environ 120 personnes assistaient au banquet. Un toast a été porté « aux prisonniers évadés » et M. Paschal Grousset y a répondu en décrivant le traitement barbare subi par les transportés en Nouvelle Calédonie et en déclarant que les idées et les principes du socialisme sont indestructibles. MM. Jourde et Thersez ont parlé dans le même sens. M. John Hales exprima ses sympathies, au nom d'une portion considérable du prolétariat anglais. La réunion se termina par le chant de la

*Marseillaise*. Les journaux ne peuvent assez dire leur étonnement au sujet de la frugalité du banquet et de la modération des convives, et ne se montrent pas peu surpris que malgré cela, il ait régné tant d'enthousiasme dans cette réunion de socialistes. — Rochefort n'a pas pris part au banquet. »

A Belfast, en Irlande, toute la population ouvrière, au nombre de 40,000 hommes, s'est mise en grève.

#### Allemagne.

Comme nous l'avions prévu, le gouvernement prussien se montre résolu à détruire par tous les moyens l'*Allgemeiner deutscher Arbeiter-Verein*, et il n'est point disposé à permettre aux membres de cette association de se réunir même à titre de simples citoyens. Le mardi 27 juin devait avoir lieu à Berlin une réunion ouvrière, dans laquelle un citoyen devait faire une conférence sur Thomas Munzer. L'assemblée, comme d'habitude, constitua un bureau, et Hasselmann, rédacteur du *Neuer Social Demokrat*, fut élu secrétaire. Le lieutenant de police qui surveillait la réunion, déclara alors qu'il ne pouvait pas tolérer qu'on plaçât au bureau un des chefs de l'*Allg. deutscher Arbeiter-Verein*, et il engagea l'assemblée à choisir un autre secrétaire. Celle-ci ayant déclaré à l'unanimité que Hasselmann resterait secrétaire, la réunion fut dissoute. — Le même soir, une autre réunion, dans laquelle Reimer, membre de l'*Allg. deutscher Arbeiter-Verein*, devait faire une conférence sur la franc-maçonnerie, fut aussi dissoute.

Le 29 juin devait avoir lieu à Berlin une réunion d'ouvriers cordonniers, dans laquelle le citoyen Kapell, membre de l'*Allg. deutscher Arbeiter-Verein*, devait faire un rapport. L'agent de police présent déclara que toute réunion où parlerait le citoyen Kapell était interdite. Ce dernier dit alors qu'il renonçait à parler et qu'un autre citoyen se chargeait de présenter le rapport. Mais l'agent de police répondit que c'était inutile, et il prononça la dissolution de la réunion, simplement parce que Kapell avait eu l'intention de parler.

A Hanovre, la police a interdit une réunion qui devait avoir lieu le 30 juin, en donnant pour raison que l'*Allgemeiner deutscher Arbeiter-Verein*, à Berlin, ayant été fermé, il ne pouvait plus exister à Hanovre de membres de cette Association. Ainsi, à Berlin, on poursuit la société sous prétexte que dans les autres villes ses membres forment, contrairement à la loi, des sections indépendantes; et à Hanovre, loin de regarder les membres de l'Association qui y résident comme formant une section, on prétend qu'il a suffi de fermer le local de la Société à Berlin pour enlever aux ouvriers de Hanovre le caractère de membres de l'Association. Etrange logique!

Le 2 juillet, autre réunion publique dissoute à Berlin, parce que Hasselmann y avait pris la parole.

Ces tracasseries politiques sont un puissant moyen d'agitation et de propagande, et nous espérons en voir bientôt en Allemagne les heureux résultats.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, le *Neuer Social Demokrat* a agrandi son format d'un tiers, sans augmentation de prix. Il paraît trois fois par semaine, et compte près de 20,000 abonnés. Dans six mois il en aura

30,000 : ce sera la meilleure réponse aux persécutions bourgeoises.

Ce qui précède était écrit et composé depuis huit jours, mais n'a pu paraître dans notre dernier numéro, faute de place. — Dès lors la police a continué à dissoudre toutes les réunions publiques où des membres de l'*Allg. deutscher Arbeiter-Verein* prenaient la parole.

En Autriche les persécutions, les dissolutions de sociétés, les emprisonnements sont aussi à l'ordre du jour.

Par décision du tribunal de Berlin du 6 juillet, la fermeture provisoire de l'Association générale des maçons et tailleurs de pierre d'Allemagne, qui compte environ 30,000 membres, a aussi été prononcée.

La police, par une note officieuse, a annoncé qu'elle se proposait de poursuivre encore plusieurs autres associations, celles des charpentiers, des menuisiers, des cordonniers, des ouvriers en bâtiment, des ouvriers sur métaux, ainsi que la fédération de secours mutuels.

La situation des travailleurs de la Prusse orientale devient de plus en plus intolérable. A diverses reprises des rassemblements du genre de ceux que la police appelle *séditieux*, avaient eu lieu dans plusieurs localités ; dans une de ces occasions, un ouvrier avait été tué d'un coup de pistolet par un inspecteur. L'autre jour enfin, une insurrection dans les règles a éclaté sur un point, mais a été aussitôt comprimée par la force armée. Voici les détails que donne à ce sujet le *Neuer Social Demokrat* :

« Les causes de l'événement sont encore enveloppées d'une profonde obscurité ; mais les rapports des journaux sont presque tous d'accord sur ce point, que ces actes de violence sont le produit d'une situation devenue insupportable. Nous ne donnerons que les faits sans commentaires. L'insurrection a commencé le 6 juillet à Samitten. Les ouvriers s'y sont rassemblés, accompagnés de leurs femmes, et ont parcouru les villages voisins pour y grossir leur attroupement. Lorsqu'ils eurent atteint le nombre d'environ 200, ils se rendirent à Quednau, et y prirent d'assaut la prison, pour y délivrer une femme de Samitten qui y était enfermée ; on prétend qu'ils ont en outre maltraité des employés et pillé des maisons. On ignore jusqu'à présent quel avait été le motif de l'emprisonnement de la femme.

« La répression ne se fit pas attendre. Deux compagnies d'infanterie et un détachement de cuirassiers furent envoyés de Königsberg ; les insurgés voulurent résister par la force aux cuirassiers, qui firent usage de leurs armes. L'émeute fut bientôt écrasée et la troupe ramena 105 prisonniers à Königsberg. »

On ne parle pas des morts.

L'esprit révolutionnaire commence à souffler sur l'Allemagne. Quand il aura enflammé, non plus seulement de malheureux paysans affamés et isolés, mais la portion organisée du prolétariat des villes, nous verrons de belles choses.

## Italie.

L'Italie avait paru pour un moment plongée dans une torpeur lugubre. Elle commence à en sortir. Le peuple voit que sa misère ne tient pas à la rareté des vivres, mais à l'égoïsme de ses exploités : en effet, la récolte est magnifique, et la misère est toujours aussi grande. Aussi des manifestations menaçantes viennent d'avoir lieu dans plusieurs grandes villes. A Florence, le 11 courant, une grande foule s'est portée devant l'hôtel de ville pour demander une diminution du prix du pain. Mais la troupe est intervenue *énergiquement*, suivant l'expression de la presse bourgeoise, et une trentaine d'arrestations ont été faites.

Le correspondant de Rome du *Journal des Débats* veut voir dans ces troubles « une action occulte, à laquelle la politique n'est probablement pas étrangère. » Il se trompe évidemment. Le parti politique auquel il fait allusion, le parti mazzinien, est devenu aujourd'hui, en haine de l'Internationale, le plus ferme soutien de l'ordre établi. Les mouvements populaires italiens sont le résultat naturel des aspirations révolutionnaires d'un prolétariat écrasé depuis des siècles par l'oppression sous toutes ses formes, et qui n'attend que le moment favorable pour secouer une fois pour toutes le joug de la bourgeoisie, du militarisme et des prêtres.

## Espagne.

Les ouvriers des mines de mercure d'Almaden se sont révoltés : ils ont tué un inspecteur et ont chassé les agents de l'administration. Mais ce mouvement isolé a dû être promptement réprimé. Le gouvernement, si faible contre les carlistes, sait toujours trouver assez de soldats quand il s'agit d'assassiner les travailleurs.

Les carlistes font chaque jour de nouveaux progrès. Les communications télégraphiques par voie de terre sont interrompues avec la France.

Le Congrès annuel de la Fédération espagnole de l'Internationale a eu lieu à Madrid le 27 juin et jours suivants. La police, malgré toute sa vigilance, n'a pu empêcher les délégués de quarante-sept fédérations locales de se réunir, et de délibérer sur la situation qui est faite à l'Internationale, en Espagne.

« Des résolutions énergiques ont été prises, nous écrit un de nos correspondants. Il y a eu plus de sections représentées à ce Congrès qu'à aucun des précédents ; et vous savez pourtant combien nous sommes persécutés et quelle terrible crise pèse sur le travail. Ce fait prouve les progrès incessants que fait notre association en Espagne. »

Le Congrès de Madrid a voté un *Manifeste aux travailleurs*, qui a été immédiatement publié par une imprimerie clandestine, et dont nous avons entre les mains un exemplaire. Le Congrès y annonce la résolution bien arrêtée des internatio-

naux espagnols d'appliquer à la bourgeoisie la loi du talion.

« Dès ce jour, dit le manifeste, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus, ou que la révolution sociale ait triomphé, tout exploiteur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur, qui, confiant dans l'impunité que lui promet l'Etat, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible, et ses propriétés seront livrées au feu, afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux. »

Le numéro 5 du journal clandestin les *Représailles* a paru le 15 juin. Nous lui empruntons ce qui suit :

« Les soixante-treize compagnons de San Lucar, après onze mois de prison, ont été transportés à la Carraca, sans qu'ils sachent encore pourquoi ils sont détenus; ni quand ils seront jugés par la justice vénale de la bourgeoisie. Le premier acte dont ils ont été témoins, en arrivant à leur nouvelle prison, a été la bastonnade donnée à plusieurs ouvriers, sans motif aucun.

On a renfermé ces compagnons dans les mêmes tours qu'occupaient les soixante-six malheureux jetés à la mer par les assassins bourgeois. Ne médite-t-on pas quelque attentat pareil contre les nouveaux habitants des cachots des quatre tours?

Si de nouveaux crimes sont commis, nous les dénoncerons à nos lecteurs. »

### Belgique.

Nous avons reçu un nouveau journal paraissant à Bruxelles, la *Persévérance*, organe de l'Union syndicale des ouvriers marbriers, sculpteurs et tailleurs de pierre de la Belgique. Nous lui souhaitons cordialement la bienvenue.

Dans notre dernier numéro nous avons parlé, d'après une correspondance adressée à l'*Ami du Peuple* de Liège, d'une manifestation faite par des sociétés ouvrières de Bruxelles, sur le champ de bataille de Waterloo. Ce journal a publié dès lors une rectification; il avait été induit en erreur sur le caractère de la manifestation: il ne s'agissait, paraît-il, que d'une promenade de sociétés catholiques de secours mutuels, sous la direction de M. l'abbé Renard.

### Nouvelle-Calédonie.

Le *Times* a donné, dans ces derniers temps, de nouveaux détails sur la situation des transportés en Nouvelle-Calédonie. Nous lui empruntons ce qui suit :

Rochefort et ses compagnons dépeignent la terre de déportation comme complètement stérile; et

comme le gouvernement, même lorsqu'il concède à un déporté un morceau de terre, ne lui donne pas d'outils, il est impossible de penser à une culture rémunératrice. Depuis que le gouvernement a cessé d'accorder les sommes qui étaient autrefois payées aux condamnés pour leur travail, la situation de ces malheureux est encore plus pénible, puisqu'il leur est absolument impossible de rien gagner. Celles qui souffrent le plus, ce sont les dix-huit femmes condamnées à la déportation; et il a fallu leur résolution bien arrêtée de s'ôter la vie, pour empêcher l'autorité de les loger avec des criminels libérés! Elles sont maintenant enfermées à part dans la presqu'île Ducos. Soixante-quinze femmes seulement ont fait usage de la permission de venir rejoindre leurs maris, et leur courageuse résolution a reçu une triste récompense. Déjà leur traversée sur le *Fénelon*, mêlées à des criminels de toute sorte, à des prostituées, etc., a été horrible; et neuf enfants sont morts dans le voyage. Maintenant elles souffrent de la plus atroce misère, car le gouvernement prétend que ce n'est pas à lui à les entretenir, et que chaque condamné doit pourvoir par son travail à l'existence de sa famille. Or comme il n'y a dans l'île aucun travail rétribué, on peut se figurer quelle doit être la situation de ces infortunés.

Il n'est pas étonnant que plus d'un ait déjà perdu la raison. Albert Grandier, l'un des rédacteurs du *Rappel*, était poursuivi par le souvenir d'une sœur chérie, dont il ne recevait que rarement des nouvelles. Egaré enfin par le désespoir, il s'enfuit dans les bois, et là restait assis des journées entières au bord du chemin qui conduit à la mer, et lorsque quelqu'un lui demandait ce qu'il faisait là, il répondait d'un ton joyeux qu'il attendait sa sœur. Un autre journaliste, Mourot, recueillit le malade et le prit en sa garde particulière; mais il parvenait toujours à s'échapper pour aller courir demi-nu dans les bois à la recherche de sa sœur. On demanda au gouvernement un asile pour ce malheureux; le gouvernement ne voulut rien entendre, et on trouva un jour le malheureux Grandier gelé, au bord du chemin où il s'asseyait d'ordinaire. Il n'avait que trente ans.

En général, les déportés vivent isolés, sans récréations, sans distraction. Les réunions les plus innocentes sont interdites. Mais quand un des déportés vient à mourir dans la baraque de bois qui sert d'hôpital, toute la proscription se fait un devoir de l'accompagner à sa dernière demeure. Une longue file de 800 hommes se forme derrière le cercueil, couvert simplement d'un drap blanc et d'une couronne de fleurs sauvages. Le cortège gravit lentement le flanc d'une montagne. Le cimetière est situé sur la hauteur, du côté du nord, dans une contrée pittoresque, où l'on arrive par un sentier rapide. De là, on découvre dans le lointain la ligne des récifs, et au delà, la mer immense; chacun des assistants pense alors aux siens; chacun se dit qu'il ne les reverra sans doute jamais, et que bientôt peut-être il viendra prendre à son tour sa place dans le petit cimetière désert. Le cercueil est descendu dans la fosse, un ami prononce quelques paroles d'adieu, chacun jette sur le cercueil la petite fleur rouge qu'il tient à la main; un cri sort de tous les cœurs: « Vive la République! Vive la Commune! » Puis tout est fini.